« Aux tresors dissipez
l'on cognoist le malfaict »¹ :
Hiérarchie sociale et transgression
des ordonnances somptuaires en
France, 1543–1606

Pascal Bastien

Summary: *By comparing the eleven sumptuary laws enacted between the reigns of François I and Henri IV, the author intends to demonstrate that their iterative character, which at first glance seems a sign of their ineffectiveness, is in fact the expression of a disequilibrium between the claims of the nobility and the monarchical absolutist ideal. The evolution of the sumptuary discourse signals the formation of a new manner of self-representation, as well as the arising power struggle between the king and his subjects.*

L'enregistrement croissant des ordonnances royales régularisant le luxe des habits depuis la seconde moitié du XVI^e siècle permet généralement aux historiens d'illustrer la transformation fondamentale que connurent la culture matérielle et les sensibilités de l'apparence dans la France de la Renaissance. Dynamisée par la relative prospérité économique du premier XVI^e siècle², la Renaissance fit ainsi du corps vêtu une rhétorique visuelle du discours social³, les ordonnances somptuaires posant des normes et des règles vestimentaires pour définir dans le corps du royaume l'ordre idéal de la royauté. Cette situation, admise et démontrée depuis longtemps, n'est certes pas contredite par les travaux les plus récents sur la période⁴ ; pourtant, argument plutôt qu'objet de la recherche historique, les lois somptuaires, étouffées sous d'autres préoccupations, restent dans l'historiographie actuelle peu étudiées pour ce qu'elles sont⁵.

En effet, les objectifs de cette législation ne sont peut-être pas aussi simples qu'on pourrait à prime abord le penser. On explique habituellement l'enregistrement des lois somptuaires en rappelant le nombre important des remontrances et des diatribes imprimées qui leur sont parallèles, comme les

occasionnels, les histoires tragiques et les autres discours moralisateurs consacrés à la modestie des habits. Or, il paraît nécessaire de souligner que les ordonnances somptuaires enregistrées pendant tout le XVI^e siècle ne firent jamais appel à des considérations morales pour justifier leurs interdictions⁶. C'était en effet les matériaux et les étoffes du vêtement qu'elles proscrivaient, et jamais la mode : de nombreux discours, remontrances et instructions condamnèrent violemment les braguettes démesurées et les décolletés profonds, alors qu'aucune loi ne les interdisait. Le roi s'attaquait au luxe, non à la lubricité : cette seule constatation permet peut-être de resituer la problématique vestimentaire sous un nouvel angle, autre que moral.

Cette brève étude ne s'inscrit pas dans le cadre d'une histoire du costume ou de l'esthétique vestimentaire ; de manière à comprendre le sens que purent avoir l'obéissance et la transgression au cœur de ces échanges entre pouvoir et représentation du pouvoir, c'est plutôt sous une interprétation socio-politique du problème vestimentaire que seront analysés les onze édits somptuaires enregistrés au cours du XVI^e siècle : soit une première ordonnance sous François I^{er} en décembre 1543, deux sous Henri II, en mai 1547 et mai 1549, quatre sous Charles IX, en avril 1561, juillet 1563, février 1565 et février 1573, deux sous Henri III, en juillet 1576 et mars 1583, et enfin deux sous Henri IV, en juillet 1601 et novembre 1606. En confrontant les préambules de ces textes de loi avec diverses sources narratives (journaux et mémoires, cahiers de doléances, discours et instructions, et occasionnels), cette recherche entend 1) démontrer l'impact de l'ascension de la bourgeoisie dans l'évolution du discours somptuaire, 2) souligner l'inobservance généralisée des lois vestimentaires et 3) expliquer comment l'absolutisme du premier Bourbon s'est emparé de la législation somptuaire pour établir un nouveau rapport entre lui et sa noblesse.

I. Remontrances, distinctions et législations

Quoique Charles VIII défendît en 1485 « à tous autres qu'aux nobles de porter draps d'or et de soie »⁷, la hiérarchisation par le vêtement de la société médiévale paraît essentiellement s'être construite selon la disponibilité des capitaux plutôt que par une « taxinomie » des étoffes et des parures⁸ : les plus fortunés portaient les vêtements les plus riches, alors que les moins nantis n'avaient pas les moyens d'en faire autant. Le discours visant à réserver à la noblesse le port de vêtements somptueux apparut sans doute lorsque le développement de la situation économique et sociale du royaume ne lui en conservait plus l'exclusivité. C'est en effet au règne de François I^{er} que François de La Noue impute, dans ses *Discours politiques et militaires* de 1587, la responsabilité de l'exhibition démesurée des richesses par les habits :

On n'oseroit quasi comparoistre en bonne compagnie, qu'on ne soit doré comme un calice, plusieurs se persuadans que ils en seront davantage honnorez. (...) Ceste coustume-cy print origine sous le roy François premier, et s'est merueilleusement accruë sous le roy Henri second. Mais depuis la depravation a esté telle, qu'on a fait porter aux pages et aux laquais la toile d'argent⁹.

En effet, quelque trois ans avant la fin de son règne, François I^{er} faisait enregistrer en décembre 1543 la première ordonnance somptuaire depuis celle décrétée par Charles VIII cinquante-neuf ans plus tôt. Déjà, en 1532, le roi avait interdit à tous ses officiers des finances, de quelque condition qu'ils fussent, de porter de la soie, des fourrures, des « chaînes pesans plus de dix escus ne bagues et pierres excédans trente escus », pour éviter que les caisses de l'État pussent être malhonnêtement sollicitées pour entretenir les dépenses de pareilles ostentations¹⁰ ; cette mesure visait alors à lutter contre la corruption et non contre les excès vestimentaires. Or dans l'édit de 1543, le roi déclarait promulguer ces initiatives restrictives sur le luxe, cette fois-ci étendues à tous les sujets sans distinction (à l'exception certes du dauphin et du duc d'Orléans), parce que la bourgeoisie et la noblesse dilapidaient leur richesse en « habillemens tant de drap d'or, d'argent, pourfilleures, passemens, brodures d'or et d'argent (...) au moyen de quoi grandes sommes de deniers se tirent de cestuy nostre royaume, par les estrangers qui après en secourent et aident à nos ennemis »¹¹. Mesure de protectionnisme cherchant à empêcher une fuite de capitaux vers les coffres des ennemis du roi, François I^{er} défendait dans cette première ordonnance une logique éminemment politique puisque les autres États s'enrichissaient « de la graisse de nostre royaume ». Ainsi, sous peine de 1000 écus d'amende et sous la menace de la confiscation des vêtements prohibés, l'édit interdisait à tous de se « vestir ny habiller d'aucun drap d'or, drap d'argent, toile d'or ne d'argent, pourfilleures, broderies, passemens d'or ne d'argent, veloux, ne soyes barrez d'or ne d'argent, soit en robes, sayes, pourpoints, chausses, bordures d'habillemens, ny autrement, en quelque sorte et manière que ce soit », ces produits étant essentiellement achetés d'Espagne, de Sicile et du Levant. Lorsque Henri II, dès sa montée sur le trône en 1547, reprit essentiellement la même ordonnance que son père, l'intention énoncée dans le préambule demeurerait aussi politique, quoiqu'il ne reprochât pas tant la fuite des richesses hors du royaume qu'un usage de deniers non directement associé au fonctionnement de l'État : le roi craignait que le trésor de ses nobles ne se perdît en vêtements et parures, « au lieu de ce qu'ilz le devroient employer au service de nous et de la chose publique »¹², notamment dans la constitution de l'armée royale, fouillis d'affaires privées, de trafics et de spéculations¹³. L'intervention de Henri II condamnait ainsi un modèle de dépense bien plus qu'un paraître

ostentatoire. Comme celle de 1543, cette nouvelle ordonnance s'appliquait encore, à l'exception de la reine et de sa suite, « à toutes personnes de noz royaume, pays, terres, et seigneuries, soyent hommes ou femmes, de quelque qualité, estat ou condition qu'ils soyent ». Contrairement à l'édit de Charles VIII, ces deux ordonnances interdisaient donc aux nobles comme aux bourgeois de dilapider leurs richesses dans les dépenses vestimentaires, laissant à la famille royale l'exclusivité des soies cramoisies et des broderies d'or et d'argent. Cette justice somptuaire se voulait donc totale et touchait toutes les classes de la société, laissant alors au roi et à son entourage direct le monopole de l'ostentation.

Pourtant, l'enregistrement en juillet 1549 d'une nouvelle ordonnance somptuaire, la troisième en six ans, soulignait clairement le peu de succès des mesures édictées les années précédentes :

[C]ombien que lesdictes ordonnances et deffences ayent esté publiees par tout ou besoing estoit, de sorte que nul n'en ayt peu pretendre cause d'ignorance, si est ce que de present elles sont mal observees, et comme quasi contemnees, et non seulement continuent mais augmentent de jour à autre telles excessives superfluitez d'habillemens et accoustremens entre gentils hommes, dames et damoiselles, gens d'eglise et de justice, et autres hommes et femmes de toutes estats¹⁴.

Ainsi fâché de cet échec, le roi reprenait et complétait la précédente loi de 1547 pour formuler une ordonnance qui allait devenir pendant tout le siècle le modèle qui inspira les suivantes. Or, le préambule et les articles de la loi de 1549 énonçaient une politique nouvelle à ce qui avait été promulguée plus tôt : l'ordonnance développait alors avec précision les privilèges d'exemptions (absents, à l'exception des fils de France, des lois de 1543 et 1547) et déclarait, avant même l'argument politique (c'est-à-dire éviter d'enrichir l'ennemi par le commerce des biens de luxe venant de l'étranger), la nécessité sociale de rétablir une hiérarchie manifeste dans le corps social du royaume. Sans ces restrictions en effet « l'on ne peut choisir ne discerner les uns d'avec les autres », et si le roi réservait certaines dispenses, « comme il est tresraisonnable », aux princes et princesses, aux demoiselles de la suite de la reine et à « tous ceux qui sont ordinaires au pres de nostre personne, et de nostre conseil privé, qui iront accoustrez et habillez selon et ainsi qu'ilz ont accoustumé », l'ordonnance développait le règlement vestimentaire comme il ne l'avait jamais été auparavant. Ce n'est qu'à partir de cet édit que le vêtement se posait par la loi comme l'instrument ségrégatif le plus important de l'espace social, le pouvoir tentant ainsi de construire et imposer une éthique somptuaire pour éviter qu'on pût « prendre et changer de nouvel estat » à chaque chemise¹⁵. Ni l'ordonnance de 1543 ni celle de 1547 n'insistaient sur cet impératif social. L'initiative est, en ce sens, fondamen-

tale. La loi de juillet 1549, à laquelle devait s'ajouter en octobre de la même année une clause supplémentaire répondant aux ambiguïtés qu'elle suscitait, fut-elle suivie de quelque effet ? On peut certes douter que les dix années qui s'écoulèrent entre le dernier édit de Henri II et le premier de Charles IX, en 1561, furent une période de sobriété vestimentaire et de respect des lois somptuaires. La réunion des états généraux après la mort de François II peut apparemment confirmer ce sentiment.

Charles IX proclama quatre ordonnances somptuaires pendant son règne, lesquelles furent certainement les plus sévères de la période. En 1561 et 1563, les seules menaces de peine afflictive de toute la législation vestimentaire du siècle y étaient prescrites, soit le fouet pour les tailleurs, brodeurs et chaussetiers récidivistes (producteurs, et non consommateurs, du vêtement interdit). Or le préambule de l'ordonnance de 1561¹⁶, enregistrée non tant de son initiative que « par les plaintes, doleances et remonstrances que nous ont faictes nos subjectz es estatx dernièrement tenuz par nous en nostre ville d'Orleans », ne répondait peut-être pas tant aux impératifs législatifs d'un nouvel avènement qu'aux pressions de la noblesse profondément inquiétée de la récente mobilité sociale de la bourgeoisie.

L'on peut ainsi lire dans les cahiers de remontrances des états d'Orléans de 1560 que les trois ordres se plaignirent conjointement des débordements vestimentaires de la bourgeoisie en pleine ascension. Le clergé déclarait alors : « Lui [au roi] plaise faire entretenir l'édit fait par le roi Henry son père *sur la différence* des habits des nobles, et gens du tiers état »¹⁷. De même la noblesse réclamait que : « Ordonnera Sa Majesté que les édits et ordonnances faites sur la superfluité et discrétion des accoutremens soient observés plus étroitement, *encore plus éclaircis de qualité d'état et d'autre* »¹⁸. Et enfin, paradoxalement, le Tiers État lui-même soutenait que :

En ce royaume, les gens du tiers-état et les marchands artisans et mécaniques, leurs femmes et enfans font telles dépenses superflues en habits et vêtemens qu'ils sont contrains, pour entretenir ladite superfluité d'habits, mal user en leurs états et marchandises et survendre leurs manufactures. A cette cause, seroit bon d'ordonner que toute sorte de soie sur soie soient défendus aux dessusdits¹⁹.

À cette réunion des états généraux tous demandaient au souverain, même la bourgeoisie, de condamner les excès de cette dernière : le Tiers État voulait qu'on réprime le luxe des artisans²⁰, la noblesse le luxe des bourgeois. Les états généraux réclamaient ainsi, *pour la première fois*, l'enregistrement de lois somptuaires pour contraindre les roturiers à respecter leur condition ; en effet, si on peut penser que l'ordonnance de 1485 de Charles VIII répondait aux remontrances des états de Tours, aucun article des cahiers de doléances de 1484²¹ ne mentionna ou ne demanda au souverain une

réforme vestimentaire. Pourquoi donc attendre la réunion d'Orléans pour ce faire ? Pourquoi l'année 1560 vit-elle l'inquiétude somptuaire s'exprimer ?

La France des années 1557–1559 fut secouée par une grave crise financière, causée d'abord par les énormes dépenses relatives aux guerres d'Italie, puis par l'arrivée incontrôlée en Europe des métaux précieux en provenance du Pérou. Deux groupes sociaux subirent les conséquences de ces bouleversements économiques : la paysannerie et la noblesse. Les bourgeois avaient su profiter des conjonctures pour faire fructifier leur capital (que les paysans ne possédaient pas) par le commerce (auquel la noblesse, au risque de déroger à sa qualité, n'avait pas le droit de recourir). L'écart social entre la noblesse et la bourgeoisie tendait donc à se rétrécir progressivement par leur richesse respective (et par conséquent par la somptuosité de leurs vêtements), d'où les doléances aux états d'Orléans pour restreindre le luxe à ceux auxquels la naissance donnait droit.

Prononcée en début de règne, l'ordonnance de 1561 permettait certes quelques dispenses pour les occasions spéciales liées aux célébrations royales : « Sont exceptez et reservez de ceste nostre presente ordonnance, les jours que ferons nostre entree en la ville de Reims, celuy de nostre sacre, et celuy de nostre entree que nous esperons faire en nostre ville de Paris, esquelz trois jours seulement nous permettons l'usage de toutes sortes d'abitx ». Dans ces moments fondamentaux pour la représentation du pouvoir royal, aucun luxe n'était défendu et tous devaient célébrer avec faste et magnificence la puissance du nouveau souverain. Aussi, si les arguments économiques individuels (« grand partie de ceux qui portent lesdictz habitx les suracheptent, d'autant qu'ilz ne les payent comptant, et pour le payement d'iceux sont apres leurs biens saisissez, qui leur apportent doubles frais ») puis nationaux (« pour l'achapt d'iceux plusieurs grandes sommes de deniers se transportent hors nostre Royaume ») constituaient d'importantes justifications à l'enregistrement de l'ordonnance, l'urgence de rétablir et de rendre visible la différence de pouvoir et de naissance entre les sujets (« il s'en trouve peu qui vueillent avoir egard à leurs estatx, qualitez, facultez et pouvoirs ») représentait peut-être le fondement véritable de la loi.

Le texte de 1561 reprenait essentiellement le contenu de l'ordonnance de 1549 ; pareillement le préambule du nouvel édit de 1563²² restait le même que le précédent, puisque l'ordonnance répétait article par article « les mesmes termes et poincts d'icelle nostredicte Ordonnance ». Cependant s'y ajoutait un cuisant constat d'échec entre l'introduction proprement dite et les différents articles qu'elle produisait. « Nous aurions (...) des le vingt-deuxieme jour d'Avril mil cinq cens soixante un apres Pasques fait là dessus certains bons articles d'ordonnance, laquelle au moyen des troubles incon-

tinent apres survenus [la première guerre de religion], est demouree sans execution. [A]u contraire il se voit la despense et superfluité desdicts habits estre de beaucoup augmentee ». Dans sa troisième loi somptuaire en 1565, Charles IX condamnait encore l'obstination d'enfreindre par l'apparat l'idéologie sociale déclarée par le pouvoir :

Nous avons (...) suffisamment exprimé et déclaré nostre intention et vouloir sur l'ordre qu'entendions estre estably, et donné parmi nos subjects à la modestie des habillemens qu'ils auroient à user et porter *selon leurs estats et qualitez*, (...) de sorte que ne pouvez en cela ignorer nostre intention, ny les causes et merites d'icelles nosdictes Ordonnances, tant considerable, qu'il n'a esté et n'est autrement besoin les vous repeter. (...) Neantmoins tant s'en faut qu'elles ayent esté observees comme elles devoyent, qu'au contraire la superflue et desmesuree despense se declaire et monstre pour le present plus que jamais augmentee et accreue parmi nosdicts subjects²³.

La désobéissance et le désordre des hiérarchies sociales constituaient ici la raison fondamentale pour laquelle l'édit de 1565 était enregistré, l'ordonnance déclarant paradoxalement, par mesure royale, l'indiscutable incapacité du pouvoir à se faire obéir.

En 1568, Jean Bodin témoignait, dans sa réponse à M. de Malestroit, que les mesures décrétées à répétition par les souverains restaient toujours sans effet : « On a fait de beaux editz, mais ils ne servent de rien, car pource qu'on porte à la cour ce qui est defendu, *on en portera partout* »²⁴. Bodin expliquait les causes de la profonde crise économique du royaume en insistant sur l'imitation inconsidérée par les sujets des mœurs et des habitudes de la cour : tous, finalement, cherchaient à élever leur condition en suivant les dépenses vestimentaires de la cour. Jean Duret regrettait aussi en 1572, dans son *Traicté des peines et amandes*, la confusion des qualités et le non-respect des ordonnances. L'habit de soie cramoisi « n'est pas assez sumptueux pour les plus petits, tant nous sommes parvenuz en temps debordé et dissolu »²⁵. « Les plus petits », encore, étaient ceux à qui la représentation du pouvoir ne seyait pas. En 1573 Charles IX devait donc encore réprouver, dans une nouvelle ordonnance, ses « subjects de tous sexes, aages et qualitez, combien qu'ils en receussent le premier et plus evident profit, [qui] se sont neantmoins trouvez si peu enclins et mal affectionnez que nous sommes contraincts de dire, avec extreme desplaisir, qu'au lieu d'obeissance il ne s'y est veu que mespris et contentement »²⁶, revenant ensuite successivement aux traditionnelles motivations politique, sociale et économique telles qu'elles avaient été énoncées ponctuellement dans les préambules des autres édits. Le pouvoir royal accumulait ainsi, ordonnance après ordonnance, les aveux d'impuissance.

II. Transgression et répression

L'appel à l'humilité vestimentaire, vraisemblablement évoqué par l'occurrence des vocables clairement péjoratifs de « sumptuositez » et « superfluité » dans le texte des ordonnances, aurait peut-être pu trouver un certain écho si la modestie n'avait pas été une affaire de rang, donc de hiérarchie sociale (quoique l'apparente inefficacité des lois de 1543 et 1547 ne puisse le confirmer). Dans ses *Discours sur les duels*, Brantôme écrivait qu'à Bayonne, où le jeune Charles IX s'était arrêté pour s'entretenir avec la reine d'Espagne²⁷, Catherine de Médicis avait envoyé Monsieur (futur Henri III) au devant de la souveraine, accompagné de nombreux seigneurs dont l'allure devait manifester aux Espagnols la puissance et la richesse du royaume de France : « Mais les uns estoient plus couverts et enrichis que les autres ; c'est à sçavoir, ceux des princes, ducs, marquis, comtes, chevalliers de l'ordre et capitaines de gensd'armes estoient ainsi quasi tous pareils. Ceux des gentilshommes de la chambre du roy et de Monsieur estoient moindres ; et ceux des gentilshommes servans encore moindres ». Or, cette hiérarchie inférée par des vêtements fournis par le roi ne plut évidemment pas à ceux qui se trouvaient aux échelons inférieurs. Ainsi le seigneur de Lignerolles, gentilhomme de la chambre du roi et de Monsieur, s'indigna : « Quand ce vint au despartement desdicts habillemens, et que l'on ne luy en donna que de ceux des gentilshommes de la chambre, il le reffusa tout à plat, et le renvoya bien loing sans en vouloir nullement prendre, disant qu'il en méritoit aussi bien un des beaux et riches, qu'aucuns qui en avoient eu »²⁸. Cette résistance tout à fait prévisible du seigneur de Lignerolles porte évidemment le même sens que les innombrables querelles de préséance qui ont constamment secoué l'organisation de la liturgie des entrées princières, du sacre, des obsèques et des lits de justice²⁹. Tout pouvoir est une question de hiérarchie et il n'est donc pas surprenant que le discours somptuaire et la pratique vestimentaire s'opposèrent complètement. L'iconographie paraît d'ailleurs clairement le montrer. Les portraits de princes comme des grands bourgeois peints par les Clouet représentent des personnages tout en majesté, élégants et riches, dans leurs appareils de brillante ostentation³⁰. Un autre exemple de cette réalité reste sans doute celui du bourreau qui, infâme et officiellement ostracisé par la nature de sa profession³¹, demeure néanmoins représenté, dans l'art médiéval³² comme dans celui de la Renaissance, revêtu d'habits comparables à ceux des plus nobles officiers de justice : l'exécuteur héritant des vêtements du condamné, il n'est en ce sens pas étonnant qu'il pût porter les habits de ceux qu'il avait précédemment mis à mort³³. Du peu de respect des lois vestimentaires, il n'y a apparemment pas de doute.

Cependant, le règne d'Henri III pose de fascinants paradoxes sur l'enregistrement et la transgression de la législation somptuaire. En même temps qu'une véritable réflexion politique allait se constituer pour la restauration d'une autorité royale dangereusement fragilisée par les guerres civiles³⁴, la cour d'Henri III suscita de virulentes critiques pour sa démonstration d'un faste vestimentaire tout à fait effréné et ce, au cœur même d'une période qui fut peut-être, dans le siècle, celle qui chercha à réprimer avec le plus de force les écarts aux lois somptuaires. En réponse à la dernière ordonnance de Charles IX, une *Catechese et Instruction touchant les Ornemens, Vestemens, et parures des femmes Chrestiennes*³⁵ était déjà publiée ; puis, quelque temps après l'enregistrement du premier édit somptuaire de Henri III, un *Bref et utile discours sur l'immodestie et superfluité d'habits*³⁶ était également imprimé. Les publications morales se succédèrent alors, avec la femme comme cible privilégiée.

En 1581 François-Antoine Estienne faisait publier sa sévère *Remonstrance charitable aux Dames et Damoyelles de France* où il développait un modèle religieux pour décrier l'immodestie flamboyante « de noz Françoises Dames »³⁷. En 1582, un *Discours miraculeux, inouy et epouventable* était vendu à Paris : une jeune fille d'Anvers s'y faisait étrangler par le Diable, puis transformer en chat noir pour avoir trop vaniteusement convoité des « habits et collez à fraize goderonnez à la nouvelle mode » ; l'auteur concluait son histoire tragique par un appel à la piété et à la modestie féminines, suivant par là la morale du livret de F.-A. Estienne³⁸. Dans la pièce liminaire des *Nouvelles histoires tant tragiques que comiques* de Vérité Habanc, l'auteur se saisissait du *Discours miraculeux* pour fustiger à nouveau le libertinage des femmes, qu'il condamnait avec violence parce qu'elles étaient responsables de toutes les faiblesses des hommes :

Mais ô chiennes effrontées ou de fait ou de volonté, ne considerez-vous pas qu'il faudra en fin que ceste charonne soit rongée des vers, et ce neantmoins vous en faites vostre souverain bien ? Si vous estiez bien sages, il vous souviendrait que le diable a tordu le col à une de voz compagnes en la ville d'Anvers, et lors vous quitteriez ces mondanitez³⁹.

À ces discours contre l'obscénité féminine s'ajoutent les pamphlets particulièrement nombreux et cinglants contre Henri et ses favoris, qui dénonçaient avec violence les dissolutions de leur souverain par la description du vice, du luxe, de la féminité et des travestissements du roi. Nous ne reprendrons pas la liste de ces écrits satirico-politiques, d'autres chercheurs l'ayant déjà fort bien fait⁴⁰. Et comme le prince et sa cour restaient toujours le modèle pour tous les sujets du royaume, il n'est pas surprenant qu'en 1577 l'ambassadeur vénitien Lippomano s'étonnât des dépenses consacrées au luxe vestimentaire à Paris : « Les changements de costumes usités parmi les

jeunes gens exigent des dépenses considérables en draps de laine, en draps d'or et de soie. Un homme de la cour n'est pas estimé riche s'il n'a pas vingt-cinq à trente habillements de différentes façons, et il doit en changer tous les jours »⁴¹.

Le règne d'Henri III paraît ainsi avoir produit le plus grand nombre de textes se scandalisant de l'extravagance des habits. La femme d'une part, mais également le roi, les courtisans et tous ceux qui cherchaient à s'associer au pouvoir, révélaient un désordre moral, social et politique non seulement perçu dans l'exubérance du roi mais aussi dans la disparition de l'équilibre visuel de la structure hiérarchique de la société. N'est-il d'ailleurs pas possible que le contexte des ordonnances somptuaires du XVI^e siècle fût ce baroque qui caractérisait les occasionnels et les histoires tragiques, c'est-à-dire ce profond sentiment d'instabilité du monde ?⁴²

Car cette période de quinze années, la plus incisive et la plus insistante dans sa critique des mœurs et des usages vestimentaires immodérés des Français, fut aussi celle où la législation somptuaire se distingua sensiblement de celle des édits précédents. Il paraît en effet essentiel de souligner que l'argument religieux n'apparaît, dans l'ensemble des onze ordonnances enregistrées entre les règnes de François I^{er} et Henri IV, qu'une seule fois, soit sous le règne d'Henri III : il est donc improbable, tout au moins en ce qui concerne le XVI^e siècle, que l'enregistrement des lois somptuaires ait répondu à la volonté du souverain de se concilier en début de règne la faveur divine, presque jamais évoquée dans les préambules. En effet, si en décembre 1485 Charles VIII interdisait aux roturiers l'usage de certaines catégories d'étoffes puisque de « tels abus sont desplaisans à Dieu nostre créateur », Henri III fut le seul souverain du XVI^e siècle à s'appuyer sur le sacré pour légitimer les lois somptuaires. Après s'être référé en 1576 aux « plusieurs belles et *sainctes* Ordonnances » de ces prédécesseurs⁴³, il déclarait en 1583, au cœur d'une argumentation économique et sociale, qu'en l'immodestie des habits « Dieu y est grandement offensé, dont nous portons le plus de desplaisir »⁴⁴. Jusqu'à Henri III, Dieu n'intervenait que dans l'argumentation des pamphlets et des discours moralisateurs ; les lois somptuaires évoquaient peut-être l'humilité, vertu chrétienne, mais n'invitaient jamais à la crainte de Dieu ni ne menaçaient de la colère divine. La piété excessive que l'on reprocha souvent au roi aurait-elle été à l'origine de cette précision dans le texte de 1583 ? Peut-on plutôt expliquer l'étonnante volonté de répression somptuaire du roi, qu'il devait manifester quelques mois après la promulgation de cet édit, comme une réaction indirecte, ou un déplacement compensatoire, à la critique et aux pamphlets qui lui étaient adressés ? Le 13 novembre 1583, rapportait Pierre de l'Estoile,

le prévost de l'hostel et ses archers prirent à Paris prisonnières cinquante ou soixante que damoiselles, que bourgeoises, contrevenans en habits et bagues à l'édit de la réformation des habits, sept ou huit mois auparavant publié ; et les constituèrent prisonnières au fort l'Evesque et autres prisons fermées, où elles couchèrent, quelque remonstration et offre de les cautionner et paier les amandes encourues que peussent faire les parens et maris, qui fut une rigueur extraordinaire et excessive, veu que par l'édit il n'y glissoit qu'une amende pécuniaire. Mais il y avoit en ce fait un tacit commandement et consentement du Roy, qui ferma la bouche aux plaintes qu'on en vouloit faire⁴⁵.

Le surlendemain était lue et publiée une ordonnance de police faisant

defenses à toutes personnes de mestier, *qui ouvrent et besongnent de leurs mains, tenans boutiques en ceste ville* [nouvelle insistance sur la distinction sociale], de ne porter veloux, satin, ne taffetas, soit en pourpoint, chausses, juppes, doubleure de collets de manteau, doubleure de chapeaux, ne passement de soye, soit en bandes ou dessus manteaux, pourpoint ne chausse : sur peines de confiscation des habillemens de pareille estoffe, et surlesquels seront trouvez lesdicts passements ou veloux, et de plus grande amende s'il y eschet⁴⁶.

Ce coup d'éclat d'Henri III est souvent repris et cité par les historiens pour illustrer le problème du luxe vestimentaire dans la France de la Renaissance. Le fait que l'Estoile s'y soit attardé et qu'il y réserve une rubrique, alors qu'il n'évoque même pas l'enregistrement de l'ordonnance, peut laisser penser avec assez de certitude que cet épisode fut isolé, voire unique. Car on peut se demander jusqu'à quel point cette action inattendue et imprévisible fut efficace.

Il est en effet impossible d'estimer la valeur dissuasive des ordonnances somptuaires. Si on s'appuie généralement sur leurs répétitions pour confirmer leur inefficacité, on évoque rarement l'action répressive annoncée par les lois. Les sujets n'obéirent sans doute que très rarement à la législation somptuaire, et ces « chetives reformatations sur les habillemens », comme les appelait Montaigne⁴⁷, n'eurent manifestement que peu ou pas d'influence sur les comportements vestimentaires ; c'est tout au moins ce que les journaux et mémoires des contemporains paraissent confirmer⁴⁸, puisqu'à la lecture du journal de l'Estoile cet étonnant événement n'influença pas davantage les usages fastueux des Parisiens. Ni Papon, ni Imbert, ni Duret ne rapportèrent dans leurs traités de jurisprudence des jugements pouvant confirmer une éventuelle répression des infractions somptuaires⁴⁹.

La difficulté de faire appliquer la loi par les magistrats, complices des transgresseurs, voire peut-être coupables de ce qu'on leur demandait de réprimer, semble s'être très souvent posée ; aussitôt après l'enregistrement de l'ordonnance de 1573, Charles IX enjoignit le prévôt de Paris de la faire observer « sans y user d'aucun deguisement, dissimulation, connivence, ou longueur : en quelque sorte et maniere que ce soit »⁵⁰. D'ailleurs, lorsque

Henri IV imputait les échecs de tous ses prédécesseurs en matière somptuaire, dans son ordonnance de 1601, à l'incompétence des magistrats « qui devoient avoir l'œil sur l'observation d'icelles sans se bander à l'encontre [et] les ont laissees violer à leur veuë et cognoissance », il est possible de penser que le respect des lois vestimentaires fut presque entièrement inexistant, simplement parce qu'il était au désavantage des officiers qui devaient s'en charger.

Il paraît important qu'un historien s'attache un jour à étudier les registres de la prévôté parisienne pour relever, si elles existent, les condamnations pécuniaires relatives aux infractions somptuaires. Pourrait-on y découvrir une taxe sur le luxe ? Rien n'est moins certain. Noël du Fail écrivait à ce sujet en 1585, dans ses *Contes et discours d'Eutrapel*, que les juges étaient à l'évidence peu enclins à réprimer des crimes dont ils se trouvaient eux-mêmes coupables :

Vous ne sauriez mieux punir un vilain, que par la bource, et que les bonnes Ordonnances, comme celles cy dessus, bien establies, sont aisees à garder : pourveu que les Officiers et executeurs d'icelles n'y ayent interest particulier ou boursal : comme par exemple, il seroit beau que des putains reformassent un Couvent de Religieuses, qu'un roturier jugeast de la Noblesse, qu'un Prestre se meslast de la guerre⁵¹.

III. Henri IV et la nouvelle orientation de la législation somptuaire

Une véritable rupture dans la législation somptuaire se révéla avec l'avènement au trône du premier Bourbon. Lorsque Barthélémy de Laffemas, qui fut le maître d'œuvre de la culture du mûrier et de l'élevage du ver à soie en France (aucune surprise donc si l'interdiction des soieries disparut des ordonnances de 1601 et 1606), publia en 1601 une *Remonstrance au peuple suivant les edicts et ordonnances des Roys, à cause du luxe et superfluité des soyes*, son plaidoyer n'avait rien du discours prônant l'humilité du vêtement ou le respect de la hiérarchie sociale. Attribuant en effet la sanglante déconvenue française de 1346 à Crécy à la colère de Dieu, irrité de l'« orgueil et convoitise en habillemens riches et superflus » des guerriers de Philippe de Valois, l'auteur conclut que

si l'on veut continuer aux desbordemens des habits, il est necessaire suivre l'advis des Romains, ainsi qu'il est dit cy devant, qui ne vouloyent porter en meubles n'y vestemens, aucunes manufactures, *qu'elles ne fussent faites et travaillees dans leurs Provinces*, comme font a present en Angleterre, Escosse, Flandres, et autres pays, de façon qu'il est de besoin establir celles de ce Royaume, aussi bien qu'à Milan, Genes, Naples, et autres pays voisins, pourveu que la police d'un bon Conseil s'establisce en la ville de Paris⁵².

Qu'importait alors si l'on exhibait soieries ou draps d'or et d'argent dans la mesure où ils provenaient de la production française ? Certes, des

restrictions sur le luxe vestimentaire allaient encore être prônées par les lois somptuaires de 1601 et 1606 ; pourtant, le propos de Barthélémy de Laffemas, comme celui d'autres auteurs proches du pouvoir, minimisèrent l'infraction aux ordonnances en inscrivant plutôt le problème au cœur des principes politiques du protectionnisme économique. Aussi, Charles Loyseau pouvait écrire en toute légitimité en 1610 dans ses *Cinq livres du droit des offices* : « J'estime que ces Officiers vivans noblement, peuvent sans reprehension donner à leurs femmes l'habit et attour de Damoiselles, nonobstant l'Ordonnance de 1576 qui defend aux non-nobles de porter, ni faire porter à leurs femmes les habits des Nobles »⁵³. Le problème hiérarchique avait ainsi disparu. Les ordonnances de 1601 et 1606 confirment par ailleurs cette hypothèse. En effet, elles proscrivaient encore les « toilles d'or ou d'argent, clinquants, profileures, broderies, passemens, boutons, emboutissemens, cordons, canetilles, veloux, satin ou taffetas barrez, meslez, couverts ou trassez d'or ou d'argent », mais n'organisaient plus les interdictions selon le rang des sujets : la justification par l'impératif hiérarchique disparut sous Henri IV qui, « comme pere commun de tous », ne promulguait la loi somptuaire que pour libérer ses sujets des dépenses infertiles et « les voir mesnager et espargner leur revenu beaucoup plus utile et profitable à leurs enfans et successeurs, que l'exemple de l'employer si mal, et souvent à la ruïne et dissipation des meilleures maisons ». La différence de naissance avait été depuis Henri II le fond même de la question vestimentaire, alors qu'avec Henri IV, plus de frontières sociales par le vêtement, seulement des représentations corporelles du capital : la distinction des ordres dans les étoffes n'allait être en effet qu'une affaire de trois règnes, car les ordonnances d'Henri IV, comme celle de François I^{er}, concernaient et s'appliquaient à tous les sujets sans insister sur la hiérarchie sociale. En 1615 Antoine de Montchrestien demandait peut-être à Louis XIII et à la reine-mère de nouvelles législations somptuaires pour rétablir l'association entre les préséances et le vêtement⁵⁴ ; mais cet appel resta sans écho, la codification vestimentaire selon la condition sociale étant alors devenue une règle du passé.

La volonté de la noblesse d'immobiliser les catégories sociales se heurta alors peut-être à une royauté profondément engagée dans l'absolutisme, c'est-à-dire vouée à la disparition progressive des pouvoirs aristocratiques au profit d'une autorité unique et centralisée. « Plus encore que la menace protestante », écrivait récemment Robert Muchembled, « la structure de la noblesse compose le principal défi pour une monarchie en marche vers la concentration des pouvoirs et de l'absolutisme »⁵⁵. En n'insistant plus sur la relation entre le vêtement et la qualité de celui qui le portait, le discours

somptuaire produit par la politique d'Henri IV paraît évoquer, si ce n'est une nouvelle volonté, tout au moins une nouvelle perception de la représentation du pouvoir par la somptuosité vestimentaire.

Il est ainsi possible que la législation somptuaire au XVI^e siècle fut l'expression d'une pression de la noblesse au cœur d'une politique royale qui cherchait à en limiter les pouvoirs. Il paraît clair que l'obéissance à ces lois fut presque inexistante et que la transgression des règles vestimentaires, lorsqu'on en avait les moyens, restait plutôt la norme que l'exception. Cette réalité n'est en fait pas du tout étonnante puisque aucune volonté répressive, mis à part le sursaut exceptionnel de novembre 1583 par Henri III, ne vint apparemment contrôler ou poser la moindre menace aux infractions vestimentaires. Il était déjà paradoxal qu'on enregistrât des ordonnances visant à restreindre le port de la soie alors que les manufactures de Lyon et de Tours étaient encouragées par la politique royale ; il aurait donc été encore plus insensé de vouloir les appliquer.

Le XVII^e siècle allait en ce sens manifester plus de rigueur et de cohérence : si les nombreuses ordonnances qui furent enregistrées sous les règnes de Louis XIII et Louis XIV confirment l'inefficacité des contraintes judiciaires sur le luxe, la police allait quand même exercer des perquisitions chez de nombreux artisans parisiens pour contrôler les extravagances de richesse, comme on peut le lire dans les procès-verbaux manuscrits du commissaire N. Delamarre⁵⁶. Mais est-ce au demeurant si surprenant ? Toute manifestation vestimentaire s'était jusqu'alors associée au pouvoir, que ce fût par une obéissance fidèle aux interdictions somptuaires ou par la volonté de s'identifier, par la transgression, aux plus hautes sphères de la société et de l'État. Les objectifs des ordonnances du XVII^e siècle n'étaient plus les mêmes puisque les restrictions s'appliquaient désormais à tous, sans exemption pour la noblesse ; lorsque Louis XIV et Louis XV interdisaient par ordonnance royale qu'aucun ne fît porter à leurs domestiques « une Livrée de couleur bleuë, encore que le Galon fust different de celui de la Livrée de Sa Majesté »⁵⁷, le rapport ne s'établissait plus entre la noblesse et la bourgeoisie, mais entre le souverain et l'ensemble de ses sujets. Le roi ne partageait désormais plus ses dignités et son autorité avec sa noblesse.

La réimpression et le renouvellement des édits somptuaires déclarant la nécessité d'une hiérarchie sociale dans le port des vêtements, qui disparut complètement des ordonnances des XVII^e et XVIII^e siècles, furent peut-être au fond l'expression du déséquilibre entre les revendications de la noblesse et l'idéal monarchique absolutiste. Les exemptions accordées à tous en 1561 pour l'avènement de Charles IX paraissent confirmer cette logique d'unification : disparition des pouvoirs multiples au profit d'une égalité, forcément

infériorisée, face au pouvoir central. L'incapacité ou l'absence de volonté de faire respecter la législation somptuaire conduisit apparemment à un encadrement de la noblesse, qui dépendait désormais du roi pour pouvoir affirmer une supériorité qu'elle déclarait autrefois seule. L'étiquette courtisane en est la plus remarquable expression. On peut donc s'interroger si, paradoxalement, l'impossibilité de recourir à la répression pour contrôler les hiérarchies sociales permit au roi d'affaiblir les contre-pouvoirs qu'exerçaient jusque là la noblesse.

En 1670, dans le *Bourgeois gentilhomme* de Molière, Monsieur Jourdain pouvait, devant le roi, ouvertement prétendre s'associer aux nobles et aux courtisans en s'appropriant leur mode vestimentaire : la noblesse, au lieu de s'en scandaliser, en riait. À cette époque, la civilisation des mœurs avait déjà remplacé le vêtement par le geste dans les usages complexes de la représentation de soi. La roture pouvait bien se déguiser si elle en avait envie ; le noble, fort d'un rituel de cour directement défini par la présence du souverain, avait d'autres privilèges de préséances à jalouser.

Université Laval / Université Paris-Nord

Notes

1. Barthélemy de Laffemas, *Remonstrance au peuple suivant les edicts et ordonnances des Roys, à cause du luxe et superfluité des soyes, clinquants en habits, ruine generale*, Paris, Nicolas Barbote, 1601, p. 2.
2. Bernard Quilliet, *La France du beau XVI^e siècle (1492–1560)*, Paris, Fayard, 1998.
3. Madeleine Lazard, « Le Corps vêtu. Signification du costume à la Renaissance », *Le Corps à la Renaissance. Actes du XXX^e colloque de Tours 1987*, sous la direction de Jean Céard, Marie-Madeleine Fontaine et Jean-Claude Margolin, Paris, Aux Amateurs de Livres, 1990, p. 77–94.
4. Voir, par exemple, Claude La Charité, *L'Instruction pour les jeunes dames de Marie de Romieu. Un traité de 'savoir-paraitre' à l'usage des femmes*, Paris, Champion, 2001.
5. L'historienne Michèle Fogel est l'un des rares chercheurs à s'être penché sur le problème. Comme sa contribution sur les modèles de dépense sous l'Ancien Régime (« Modèle d'État et modèle social de dépense. Les lois somptuaires en France de 1485 à 1660 », *Genèse de l'État moderne. Prélèvement et redistribution*, Paris, Éditions du CNRS, 1987, p. 227–35), cette réflexion sur la législation somptuaire évacue délibérément les ordonnances restreignant les fastes alimentaires et la somptuosité des carrosses pour ne s'attacher qu'aux édits vestimentaires. Le rapport au corps m'apparaît en effet le plus important dans l'ensemble des lois somptuaires puisqu'il est le plus immédiat à l'individu : c'est lui qui suscita le plus d'ordonnances sans doute parce que c'est lui qui déchaînait le plus d'infractions.
6. La recherche du consentement demeurant essentielle à la légitimité de l'État, le préambule des ordonnances énonçait les raisons alléguées par le pouvoir pour justifier les mesures et les rigueurs décidées par le roi et son conseil.

7. *Édit portant défense à tous autres qu'aux nobles de porter des draps d'or et de soie, à peine de confiscation et d'amende*, in *Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789*, éd. F.-A. Isambert et al., Paris, Belin-Leprieur, 1827, t. 11 (1483–1514), p. 155–56.
8. Christian de Mérindol, « Signes de hiérarchie sociale à la fin du Moyen Âge d'après le vêtement. Méthodes et recherches », *Cahiers du Léopard d'Or*, vol. 1, 1989, p. 181–223.
9. François de La Noue, *Discours politiques et militaires* (1587), éd. F. E. Sutcliffe, Genève, Droz, 1967, p. 191–93.
10. *Édit défendant aux financiers, gens d'affaires et comptables de porter aucuns draps de soie, et de constituer à leurs filles des dots excédant la dixième partie de leurs biens, etc.*, in F.-A. Isambert et al., *op. cit.*, t. 12 (1514–1546), p. 361–68.
11. *Édit défendant l'usage des habits d'or et d'argent, broderies, velours, etc., sous peine d'amende et de confiscation*, in Isambert, et al., *op. cit.*, t. 12 (1514–1546), p. 834–35.
12. *Ordonnance du Roy Henry sur la reformation des habillemens de draps d'or et de soye*, Bibliothèque Nationale de France (B. N.), F-46804 (11), A2–A3.
13. Pierre Goubert, *Les Français et l'Ancien Régime*, vol. 1, *La Société et l'État*, Paris, Armand Colin, 1984, p. 302.
14. B. N., F-46804 (11), A3–B3.
15. L'ordonnance de 1549 est reproduite en annexe.
16. *Ordonnance du Roy prohibitive de porter habillemens de draps de soye, et autres superfluites*. B. N., F-46821 (22).
17. *Recueil des cahiers généraux des trois ordres aux États-Généraux*, vol. 1, *États d'Orléans en 1560*, Paris, Barrois l'aîné, 1789, p. 52. Je souligne.
18. *Ibid.*, p. 72 et 145. Je souligne.
19. *Ibid.*, p. 400.
20. On peut s'interroger sur l'intention du Tiers État quant à la prodigalité des artisans. La position du troisième ordre masquerait-elle une volonté plus sociale qu'économique, les notables cherchant ainsi à se distinguer parmi les diverses classes de roturiers ?
21. Georges Picot, *Histoire des États généraux*, Paris, Hachette, 1888, vol. 1, p. 347–92.
22. *Ordonnance du Roy sur le reiglement des usaiges de draps, toilles, passements et broderies d'or, d'argent et soye, et aultres habillemens superflus*, B. N., F-46826 (2).
23. *Lettres patentes du Roy contenantes iteratives jussions pour l'observation de la reformation des habillemens, et luxe des viandes*, B. N., F-27573 (6). Je souligne.
24. *La Response de Jean Bodin à M. de Malestroît (1568)*, éd. Henri Hauser, Paris, Armand Colin, 1932, p. 20. Je souligne.
25. Jean Duret, *Traicté des peines et amandes, tant pour les matieres crimineles que civiles*, Lyon, Benoist Rigaud, 1572, p. 167.
26. *Ordonnance du Roy par laquelle il est prohibé à toutes personnes (excepté ceux qu'il a pleu à sa Majesté en exempter) de porter sur eux, en habillemens ne autres ornements, aucuns draps ne toile d'or et d'argent, profileures, broderies, passements, emboutissemens, orfavrerie, cordons, canetilles, velours, satins, ou taffetas, bourrez, meslez, couverts ou trassez d'or ou d'argent, ne autres telles superfluites, avec defenses aux bourgeoises de changer leur estat*, B. N., F-46844 (13). En janvier 1574 paraissaient de nouvelles lettres

patentes du roi qui rappelaient qu'après moins d'un an depuis la publication de la dernière ordonnance, le faste des habits n'avait toujours pas été réformé : « Et combien qu'elle [l'ordonnance] soit encore si fresche et recente que lon ne la puisse ignorer, si est-ce que nosdicts subjects en ont jusques icy tenu si peu de compte, que au lieu de l'observer ils continuent, et sont plus desbordez que jamais, en la superfluité de leursdits habillements : de maniere qu'il ne se void pour ce regard que mespris et contemnement » (*Lettres patentes du Roy a Messieurs de la Cour de Parlement, leur enjoignant tresexpressément de faire garder et observer de poinct en poinct l'Ordonnance faite par sa Majesté pour reprimer la superfluité de ses sujets en leurs habits et accoustremens*, Paris, chez Federic Morel, 1574, B. N., F-46846 [2]).

27. Voir Jean Boutier, Alain Dewerpe et Daniel Nordman, *Un Tour de France royal. Le voyage de Charles IX (1564–1566)*, Paris, Aubier, 1984.
28. Pierre de Bourdeille, abbé de Brantôme, *Discours sur les duels*, dans *Œuvres complètes*, éd. Ludovic Lalanne, Paris, la veuve Jules Renouard, vol. 6, p. 438–39.
29. Voir à ce sujet Ralph E. Giesey, *Cérémonial et puissance souveraine. France, XVe–XVIIIe siècles*, Paris, Armand Colin, 1987.
30. Étienne Jollet, *Jean et François Clouet*, Paris, Lagune, 1997.
31. L'officier, écrivait Charles Loyseau en 1610, alliait pouvoir, honneur et profit : « J'excepte seulement pour ce qui est de l'honneur celui de l'Exécuteur de haute justice ; mais cet Office estant contre nature, quoy que tres-necessaire, ce n'est pas merveille qu'il soit irregulier » (Charles Loyseau, *Cinq livres du droit des offices*, Paris, Abel l'Angelier, 1610, livre I, chapitre VII).
32. Ruth Mellinkoff, *Outcasts: Signs of Otherness in Northern European Art of the Late Middle Ages*, 2 vols, Berkeley, University of California Press, 1993.
33. « A l'esgard de ceux qui sont executez à mort, le geollier de la prison a droict de prendre la ceinture du condamné (...) et ce qui est au dessus de la ceinture appartient au boureau » (Guy Coquille, *Institution au droict des François*, Paris, Abel l'Angelier, 1607, p. 29).
34. Les crises multiples qu'avaient provoquées en France les troubles religieux du XVI^e siècle engendrèrent dans l'esprit des théoriciens une pensée politique en faveur de l'autorité civile, de son renforcement et de la centralisation du pouvoir aux mains du monarque ; la théorie absolutiste de Bodin répondait ainsi aux préoccupations politiques d'un pouvoir royal profondément affaibli. Voir à ce sujet Julian H. Franklin, *Jean Bodin et la naissance de la théorie absolutiste*, Paris, Presses Universitaires de France, 1993.
35. Paris, Nicolas Chesneau, 1573.
36. Lyon, Antoine Gryphius, 1577.
37. « Quoy ? voulez vous dire que revestues de tels accoustremens, vous soyez honnestement habillees ? En verité vous ne le pouvez dire en bonne conscience. Si ne me voulez croire, j'ay ample tesmoignage de gens de bien, et dignes de foy, lesquels je produiray pour confirmation de mon dire. J'ay les Prophetes, j'ay les Apostres, j'ay les saints Martyrs qui ont par leur mort receu la couronne de toutes leurs actions, pour la defense de la gloire de Dieu, et le soustien de nostre foy Catholique. J'ay tous les Docteurs de nostre mere sainte Eglise. Brief, j'ay toute l'antiquité pour moy » (François-Antoine Estienne, *Remonstrance charitable aux Dames et Damoysselles de France, sur leurs ornemens dissolus, pour les induire à laisser l'habit du Paganisme, et prendre celui de la femme pudique et Chrestienne*, Paris, Sebastien Nivelles, 1581, p. 4v^o).

38. « Par cet exemple veritable et nouvellement advenu, vous devez, Mes Dames, prendre garde à vous et croire que Dieu vous manifeste, affin que vous ayez non seulement à corriger vos vices mais aussi à moderer vos habits effrenez et voluptueux pour en fin avoir une mort et un trespassement honorable qui vous conduise au Ciel en la dextre de Dieu avec les heureuses Vierges et Saintes » (*Discours miraculeux inouy et epouventable, avenu à Envers ville capitale de la Duché de Bréabant, d'une Jeune Fille Flamende, qui par la Vanité, et trop grande curiosité de ses habits et collez à Fraize Goderonnez à la nouvelle mode, Fut etranglée du Diable, et son corps apres telle punition Divine estant au Cerceuil, transformé en un Chat Noyr en presence de tout le Peuple assemblé*, Paris, Benoist Chauchet, 1582, Biiij).
39. Vérité Habanc, *Nouvelles histoires tant tragiques que comiques* (1585), éd. Jean-Claude Arnould et Richard A. Carr, Genève, Droz, 1989, p. 50.
40. Voir notamment Jacqueline Boucher, *Société et mentalités autour de Henri III*, 4 vols, Paris, Champion, 1981, et plus récemment Guy Poirier, *L'Homosexualité dans l'imaginaire de la Renaissance*, Paris, Champion, 1996, p. 107–61.
41. Jérôme Lippomano, in *Relations des ambassadeurs vénitiens sur les affaires de France au XVI^e siècle*, éd. M. N. Tommaseo, Paris, Imprimerie Nationale, 1838, t. 2, p. 555–57.
42. Voir à ce sujet Anne de Vaucher Gravili, *Loi et transgression. Les histoires tragiques au XVII^e siècle*, Lècce, Milella, 1982.
43. *Declaration du Roy sur le faict et reformation des habits, avec defense aux non nobles d'usurper le tiltre de noblesse, et à leurs femmes de porter l'habit de Damoiselle, sur les peines encourues*, B. N., F-46852 (1). Je souligne. Cette formule pourtant stéréotypée n'apparaît pas dans les ordonnances précédentes.
44. *Ordonnance du Roy pour le reglement et reformation de la dissolution et superfluité qui est és habillemens et ornemens d'iceux, et de la punition de ceux qui contreviendront à ladicté ordonnance*, B. N., F-46875 (14).
45. Pierre de l'Estoile, *Registre-Journal (1574–1611)*, éd. J.-F. Michaud et J.-J.-F. Poujoulat, Paris, l'éditeur du commentaire analytique du code civil, 1837, p. 166–67.
46. *Ordonnance de la Police generale, pour l'execution de l'Edict faict par le Roy sur le reglement des soyes et habillemens*, B. N., F-47161 (23). Je souligne.
47. Montaigne, *Essais*, 3 vols, Paris, Garnier-Flammarion, 1979, III, 9, p. 160.
48. Cette résistance ne semble d'ailleurs pas se restreindre seulement au cas français. Voir le récent travail de synthèse de Alan Hunt, *Governance of the Consuming Passions: A History of Sumptuary Law*, Houndmills, Basingstoke, Hampshire, Macmillan Press, 1996.
49. Jean Imbert, *Les Institutes de pratique en matiere civile et criminèle*, Lyon, B. Rigaud, 1566 ; Jean Papon, *Recueil d'arrestz notables des courtz souveraines de France*, Paris, J. Macé, 1568 ; Jean Duret, *op. cit.*.
50. *Lettres du Roy au Prevost de Paris, pour faire entretenir, garder et observer l'ordonnance faicte par sa Majesté, à fin de reprimer la superfluité qui se voit debordément augmentee és habillemens de ses subjects*, B. N., F-46844 (15).
51. Noël du Fail, *Contes et discours d'Eutrapel*, in *Œuvres facétieuses*, éd. J. Assézat, Paris, Paul Daffis, 1874, t. 1, p. 271.
52. B. de Laffemas, *op. cit.*, p. 14. Je souligne.
53. Charles Loyseau, *op. cit.*, livre I, chapitre VII.

54. Antoine de Montchrestien, *Traicté de l'économie politique*, s.l., n.d. (1615).
55. Robert Muchembled, *La Société policée. Politique et politesse en France du XVI^e au XX^e siècle*, Paris, Seuil, 1998, p. 27.
56. B. N., manuscrits français 21626–21627.
57. B. N., F-23617 (514) [12 décembre 1703] et F-21153 (23) [6 février 1753].

Annexe

Nota : La transcription opère la dissimulation systématique des « i » et des « j », de même que des « u » et des « v », et développe l'« & » en « et ». Le texte suit cependant fidèlement l'orthographe, la ponctuation ainsi que l'emploi des majuscules.

Ordonnance du Roy Henry sur la Reformation des Habillemens de draps d'or et de soye, juillet 1549.

Henry par la grace de Dieu Roy de France, à tous ceux qui ces presentes Lettres verront, Salut.

Comme des nostre nouvel advenement à la couronne, considerant les grandes et excessives despenses du tout inutiles et superflues, qui se faisoient aux accoustremens que portoyent hommes et femmes, sans aucune discretion ne difference de leurs qualitez, estats et facultez. Nous ensuyvant les defenses, qui du temps du feu Roy nostre treshonoré Seigneur et Pere, avoyent sur ce autres fois esté faictes, eussions prohibé et defendu à toutes personnes de noz Royaume, pays, terres et seigneuries, de ne porter sur eux en habillemens n'autres ornemens, aucuns draps ne toile d'or et d'argent, pourfilleuses, passemens, brodures, orfeveries, cordons, canetilles, velours, satins, ou taffetas barrez d'or ou d'argent, soubz les peines sur ce indictes. Et combien que lesdictes ordonnances et deffences ayent esté publiees par tout ou besoing estoit, de sorte que nul n'en ayt peu pretendre cause d'ignorance, si est ce que de present elles sont mal observees, et comme quasi contemnees : Et non seulement continuent mais augmentent de jour à autre telles excessives superfluitez d'habillemens et accoustremens entre gentils hommes, dames et damoiselles, gens d'eglise et de justice, et autres hommes et femmes de toutes estats : lesquels par ce moyen l'on ne peut choisir ne discerner les uns d'avec les autres, et s'en va en cela une grand partie de leur bien et substance, au lieu de ce que lesdicts gentils-hommes le devroyent employer au service de nous, et de la chose publique en temps d'affaires : ou bien pour leurs necessitez ou particulieres negoces, et les autres à l'entretienement de leurs mesnages et familles, observans l'honnesteté et modestie, et selon les estats et vacations ou ils sont appelez. Pource est il, que nous ayant depuis mis en consideration ce qu'il nous a semblé devoir estre consideré en ceste partie, eu sur ce l'advis et deliberation avec aucuns Princes et seigneurs de nostre sang et autres notables personnages de nostre conseil privé estants lez : nous avons de rechef (comme chose tresrequisse, necessaire et convenable pour l'utilité publique) ordonné, prohibé et deffendu : ordonnons, prohibons et defendons tresexpressement par ces presentes, de noz certaine science, plaine puissance et auctorité royal, à toutes personnes de nosdicts Royaume, pays, terres et seigneuries, hommes et femmes, de quelque estat ou condition qu'ilz soyent : que d'oresnauant ilz n'ayent à porter sur eux en habillemens n'autres ornemens, aucuns draps ne toile d'or et d'argent, pourfilleuses, broderies, passemens, emboutissemens, orfeveries, cordons, canetilles, velours, satins ou taffetas d'or ou d'argent, n'autres telles superfluitez : si ce n'est premierement quant à l'orfeverie, en boutons ou fers seulement sur les decoupeures des manches des robes, et sur les sayes au devant du corps et des fentes, et pareillement aux manches desdictz sayes qui seront decoupez et non ailleurs. Et quant audictes broderies, passemens et emboutissemens, ilz se pourront porter de soye, et non d'autre estoffe et matiere,

aux bords et bordeures des accoustremens seulement, de la largeur de quatre doigts, sans ce que l'on en puisse mettre sur les pliz, ne au corps d'iceulx accoustremens, soyent robbes ou sayes.

Et afin qu'il demeure aux Princes et Princesses (comme il est tresraisonnable) quelque difference en leurs accoustremens : Nous voulons et leur permettons porter en robbes tous draps de soyes, rouges, cramoisiz, sans ce que nulz autres hommes et femmes soyent si osez ne hardiz d'en porter, sinon les gentilzhommes, en pourpoinct, et en hault de chausses : et les Dames et Damoiselles, en cottes et en manches.

Et aussi afin que les filles estans nourries es maisons de nostre treschere et tresaimée compagne la Royne, et de noz trescheres et tresaimées filles et soeur Marguerite de France, ayent accoustremens differens des autres, Nous voulons qu'elles puissent porter en robe, velours de couleur autre que rouge cramoysi. En defendant à celles qui sont au service des Princesses ou Dames, de ne porter en robbes, autre velours que noir ou tanné, leur laissant neantmoins en autres draps de soyes, les couleurs non defendues.

Et quant aux femmes des gens de nostre justice, et autres demeurans es villes de nostre Royaume : Nous leur avons à toutes expressement deffendu et deffendons de porter aucunes robes de velours, ny d'autre drap de soye de couleur, leur permettant seulement, comme dict est, les porter en cottes et mancherons.

Et ne porteront les gens d'Eglise robe de velours, s'ils ne sont princes. En defendant aussi à tous, qui ne sont gentilzhommes, ou qui ne sont gens de guerre à nostre souldie, de porter soye sur soye : C'est à sçavoir s'ils ont un saye de velours ou d'autre drap de soye, ils ne pourront avoir la robe de soye : et ainsi consequemment de leurs autres habillemens. Aussi ne porteront bonnets ne souliers de velours, ne forreaux de mesme à leur espee. Exceptant et reservant, quant à ce, tous ceux qui sont ordinaires au pres de nostre personne, et de nostre conseil privé, qui iront accoustrez et habillez selon et ainsi qu'ilz ont accoustumé.

Et pource que par nosdictes premieres deffenses estoit reservé de porter sur harnois toutes sortes d'accoustremens cy dessus prohibez et deffenduz : Nous en modifiant ceste licence, declarons par cesdictes presentes, que sur lesdictz harnois des gens de guerre, et caparnassons de chevaux, ne se portera drap ne toile d'or ou d'argent, traict ne tissu, n'estoit pour une fois en acte notable, comme en une bataille et journee assignee. Mais bien se pourra porter broderie ou tailleure d'or ou d'argent, ou soye en bord de quatre doigts, et enrichissement de croix. Et d'oresnavant ne seront les Pages (soient de Princes, Seigneurs, gentilzhommes ou autres) habillez que de drap seulement, avec un gect ou bande de broderie de soye ou velours si bon semble à leur maistre.

Et outre deffendons pareillement à tous artisans, mechaniques, paysans, gens de labour et valletz, s'ilz ne sont aux Princes, de porter pourpoint de soye, ne chausses bandees, ne bouffantes de soye. Et pource qu'une partie de la superfluité de l'usage de soye, est provenue du grand nombre des bourgeois qui sont faictes damoiselles de jour en autre : Nous avons faict et faisons deffenses, comme dessus, ausdictes bourgeois, que d'oresnavant pour l'advenir, ilz n'ayent à changer leur estat, si leur mariz ne sont gentilzhommes.

Si donnons en mandement par ces presentes, à noz amez et feaulx les gens de noz cours de Parlemens, et à tous noz Baillifz, Seneschaux, Prevosts, et autres noz justiciers et officiers qu'il appartiendra, que nosdictes ordonnances, prohibitions et defences, ils facent publier et signifier par tous les lieux et endroicts de leurs ressortz, destroictz et jurisdictions que besoing sera. Et icelles de point en point entretenir, garder et observer, inviolablement : sur peine à ceux qui dedans huict jours apres la publication de cesdictes presentes, seront trouvez transgresseurs et violateurs, de confiscation des habitz et accoustremens que l'on trouvera sur eux contre nosdictes ordonnances et defences, et de mil escuz d'or soleil d'amende à nous appliquer, et tenir prison

jusques à plain payement : Lesquelles peines nous voulons estre executées et observées sur lesdicts transgresseurs, reaulment et de faict : Nonobstant oppositions ou appellations quelzconques et sans prejudice d'icelles, pour lesquelles ne voulons estre differé : en enjoignant tresexpressement à noz advocats et procureurs generaulx en nosdictz Parlemens, et à leurs substitutz esdictz Bailliages, Seneschaulcées et jurisdictions, sur ce tenir la main, et faire les poursuittes et instances en tels cas requises, pour le deu de leurs estatz et offices, et sermens qu'ilz ont à nous. En certifiant par eulx de six mois en six mois les gens de nostre conseil privé, des diligences et devoir qui se feront à l'observation et entretenement de nosdictes ordonnances, prohibitions et defences, afin que selon cela y soit pourveu ainsi qu'il appartiendra : Car tel est nostre plaisir.

Et pour ce que de ces presentes l'on pourra avoir affaire en plusieurs et divers lieux : Nous voulons qu'au vidimus d'icelles deuëment collationné, foy soit adjoustée comme au present original.

Donné à Paris, le douziesme jour de Juillet, l'an de grace mil cinq cens quaranteneuf.

Et de nostre regne le troisieme.

Ainsi signé, sur le reply.

Par le Roy. DU THIER.

Et scellé du grand scel, de cire jaulne.

Lecta publicata et registrata, audito et requirente procuratore generali Regis. Actum Parisiis in Parlamento, decima quarta die Augusti, Anno domini millesimo quingentesimo quadragesimo nono.

Sic signatum, DU TILLET.

Publié à son de trompe par ordonnance de la court par les carrefours de la ville de Paris, le quatorziesme jour d'Aoust, mil cinq cens quarante neuf.